Service de Presse

http://www.ambafrance-am.org

https://twitter.com/ambafr_armenie

Revue de la presse arménienne du 18 septembre 2019

Le chef de la Police a été démis de ses fonctions/ Le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a présenté au président arménien, Armen Sarkissian, la demande de relever de ses fonctions le chef de la Police, Valéri Ossipian. Le Président a signé le décret. Selon *Hraparak*, *Aravot*, *Joghovourd*, ainsi qu'un nombre des medias en ligne, Ossipian aurait présenté sa lettre de démission après la session du Conseil de sécurité du 17 septembre. D'après les sources de *Joghovourd*, Ossipian pourrait être remplacé par un activiste connu sur Facebook, Vilen Gabrielian. Les sources de *Joghovourd* indiquent également que la raison du désaccord entre Nikol Pachinian et Valéri Ossipian serait l'opération pour libérer l'accès à la mine Amulsar. D'après le quotidien, Valéri Ossipian aurait insisté sur les dangers de l'usage de force.

Le tribunal d'Erevan refuse la libération de Kocharyan/ La presse indique que le tribunal d'Erevan a rejeté le 17 septembre la demande des avocats de l'ancien Président Robert Kocharyan de libérer leur client en vue du jugement de la Cour constitutionnelle (CC) sur les charges de coup d'Etat portées contre Kocharyan. Kocharyan a accusé la juge, Anna Danibekyan, d'avoir ignoré la décision de la CC lorsqu'il a réagi à la décision du tribunal. Les avocats de Kocharyan, à leur tour, ont déclaré que la décision résultait d' « *une forte pression exercée sur le juge par le Premier ministre Nikol Pashinyan et ses alliés politiques* ». Les avocats de Kocharyan ont ensuite déposé une demande de libération sous caution affirmant de nouveau que l'ex-président n'avait jamais tenté de se cacher de la justice ni d'entraver l'enquête criminelle. Les procureurs se sont opposés à cette demande citant un « *risque très élevé* » que Kocharyan se cache et / ou exerce une « *influence illégale* » sur l'affaire en cas de libération.

Le gendre de Serge Sarkissian mis en cause dans une privatisation/ Mikael Minasyan, gendre de l'ancien président Serge Sarkissian, ancien Ambassadeur d'Arménie au Saint Siege, a été identifié comme suspect dans une enquête criminelle en cours sur un accord de privatisation de 2010 qui, selon les procureurs, aurait conduit à des pertes qui se comptent en millions de dollars pour l'État. La presse rappelle que le 16 septembre, Nikol Pashinyan avait indiqué que Minasyan pourrait être inculpé pour la vente « de l'une des installations stratégiques de l'Arménie » dans la région du Lori. Selon la presse, l'installation en question serait DzoraHEK, une centrale hydroélectrique de taille moyenne construite à l'époque soviétique qui avait été remis au ministère de la Défense en 2001 quand Serge Sarkissian occupait le poste de Ministre de la Défense. En 2010, le gouvernement du Président Sarkissian a vendu la centrale à une société privée, Dzoraget Hydro, pour 3,6 milliards de drams (7,5 millions de dollars). Certains médias avaient suggéré à l'époque que la société appartenait à Minasyan.

Artur Vanetsyan nie ses liens avec l'ancien régime/ Artur Vanetsyan, ancien chef du Service de sécurité nationale (NSS) démis de ses fonctions le 16 septembre, a fermement nié toute collaboration avec les anciens dirigeants arméniens et les a mis en garde de ne pas exploiter ses relations avec les

autorités actuelles. Vanetsyan a particulièrement nié les suggestions concernant ses liens secrets avec Mikael Minasyan, le gendre jadis influent de l'ancien président Serge Sarkissian.

Quel sera l'impact de la démission de Vanetsyan ?/ Selon *Jamanak*, suite à la démission d'Arthur Vanetsyan un certain nombre d'affaires pénales impliquant d'anciens représentants du gouvernement pourraient être rouvertes et des arrestations scandaleuses pourraient avoir lieu. D'après *Jamanak*, ces affaires pénales auraient été suspendues par la médiation directe de Vanetsyan sous garantie de réparation du préjudice causé à l'État. Selon le politologue Robert Ghevondyan, la démission de Vanetsyan aura un impact négatif sur l'image du gouvernement. Cependant, ces développements pourrait conduire à des divisions dans le champ politique où tous ceux qui appartiennent aux forces pro-gouvernementales aujourd'hui, mais qui avec le temps auront des désaccords avec les autorités, formeront une nouvelle opposition.

Le Président de facto du Haut-Karabakh serait interrogé sur l'implication des troupes militaires du Haut-Karabakh dans les évènements du 1er mars 2008/ Selon les sources de *Joghovourd*, le Président de facto du Haut-Karabakh, Bako Sahakian, serait interrogé dans le cadre de l'enquête sur les évènements du 1er mars 2008 et notamment au sujet de l'implication des troupes militaires du Haut-Karabakh.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Hayastani Hanrapetoutioun- ***quotidien, journal officiel, tirage-6000 exemplaires ;*** *Azg*- ***hebdomadaire, tirage-3000 exemplaires ;*** *Haykakan Jamanak*- ***quotidien, tirage-6500 exemplaires ;*** *Aravot*- ***quotidien, tirage-2718 exemplaires ;*** *Jamanak*- ***quotidien, tirage- 5300 exemplaires ;*** *Hraparak*-***quotidien, tirage-3400 exemplaires ;*** *Joghovourd*-***quotidien, tirage-3500 exemplaires ;*** *Golos Arménii*- ***trihebdomadaire en langue russe, tirage-3425 exemplaires ;*** *Novoyé Vrémia*- ***trihebdomadaire en langue russe, tirage- 5 000 exemplaires ;*** *168 Jam*- ***hebdomadaire, tirage- 5000 exemplaires ;*** *Respoublika Arménia*- ***bihebdomadaire, journal officiel en langue russe, tirage- 1500 exemplaires.***

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.